



INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE EN HAÏTI : UNE CRISE QUI MENACE DES MILLIONS DE VIES

POINTS SAILLANTS

- Selon les résultats de l'analyse IPC d'octobre 2025, Pour la période de septembre 2025 – février 2026, plus de la moitié de la population haïtienne (51%) classifiée en Phase 3 et plus est en situation d'insécurité alimentaire aigue et a besoin d'une aide opportune pour réduire leurs déficits de consommation alimentaire et l'utilisation de mécanismes d'adaptation néfastes.
- Selon l'Enquête Nationale de la Sécurité Alimentaire et Nutrition (ENSAN) 2025, à l'échelle nationale la performance de la campagne de printemps 2025 est mitigée : 46% des communes ont enregistré une performance inférieure à la normale et 54% des communes ont connu une performance autour de la normale ou supérieure à la normale.
- Selon le rapport de l'Institut Haïtien de Statistique et d'Informatique (IHSI) d'octobre 2025, la tendance inflationniste dans l'économie haïtienne s'est poursuivie en septembre 2025, avec une progression qui se traduit par une variation annuelle de 31,9 %, et la branche « Produits alimentaires et boissons non alcoolisées » augmenté de 1,9% en glissement mensuel.
- Au mois d'août 2025, le coût du panier alimentaire s'étant établi à 24 203 gourdes pour un ménage de cinq personnes (PAM, septembre 2025), a enregistré une Augmentation mensuelle de 2% au niveau national, et au niveau départemental, une hausse allant jusqu'à 4% est observée dans les Nippes, le Sud et le Sud-Est.
- Le 11^e cycle de la matrice de suivi de déplacement (DTM/OIM) indique une présence d'environ 1,4 million de personnes déplacées internes (PDI) en Haïti, soit une augmentation de 10 pour cent comparativement à l'exercice précédent ([Round 10 – Juin 2025](#)).
- Près de 210 000 personnes sont accueillies dans des sites spontanés en Haïti en juillet 2025 (OIM, août 2025) ; ces personnes font face à la promiscuité caractérisée par des conditions de vie précaires et un manque d'installations sanitaires, d'eau potable, de nourriture et de soins.
- De janvier à septembre 2025 en Haïti, Plus de 7 472 cas de VBG rapportés (1), soit 27 nouveaux cas chaque jour, dont près de 56% sont de violences sexuelles.
- En septembre 2025 (OCHA, septembre 2025), de fortes pluies se sont abattues sur la majorité des communes du département du Nord-Ouest, entraînant des inondations qui ont causé de lourds dommages matériels et affecté plusieurs secteurs : pertes de matériels scolaires, destruction de plantations sur les rives des Trois-Rivières et à Audrin, pertes considérables dans le petit commerce.

CHIFFRES CLÉS HNRP 2025



**PERS. DANS LE
BESOIN ***
5,7 M



PERS. CIBLÉES
3,4 M



**PERS. DÉPLACÉES
INTERNES**
1,4 M

54%
Femmes
46%
Hommes

Soit plus de
10% d'augmentation
du nombre des PDI
comparé au Round 10
suite aux attaques
armées dans les
départements de
l'Artibonite et du Centre

Sources : * IPC mise à jour mars 2025 | HNRP 2025

Sources : Rapport DTM/OIM, Round 10 / Juin 2025

ASSISTANCE ALIMENTAIRE D'URGENCE



OS1 PERSONNES CIBLÉES: 3,0 M

APPUI AUX PRODUCTIONS AGRICOLES & MOYENS D'EXISTENCE

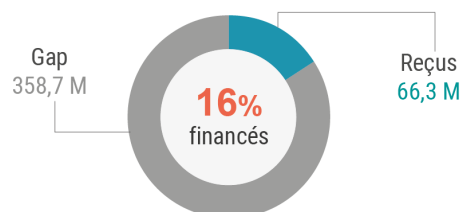


OS2 PERSONNES CIBLÉES: 1,1 M



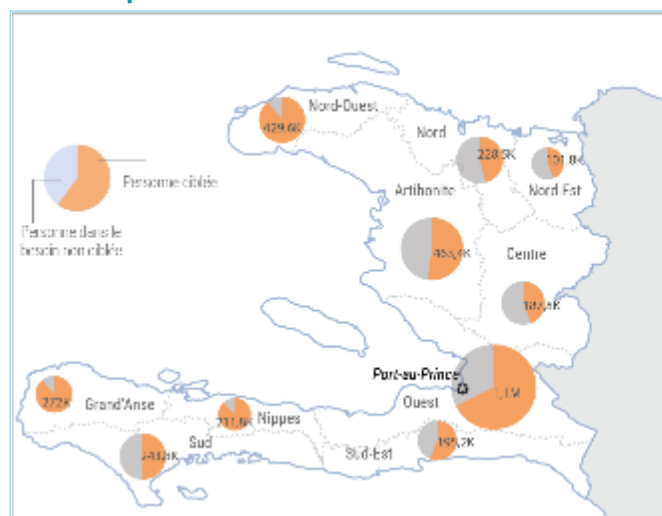
STATUT DU FINANCEMENT

425 M \$US de fonds demandé

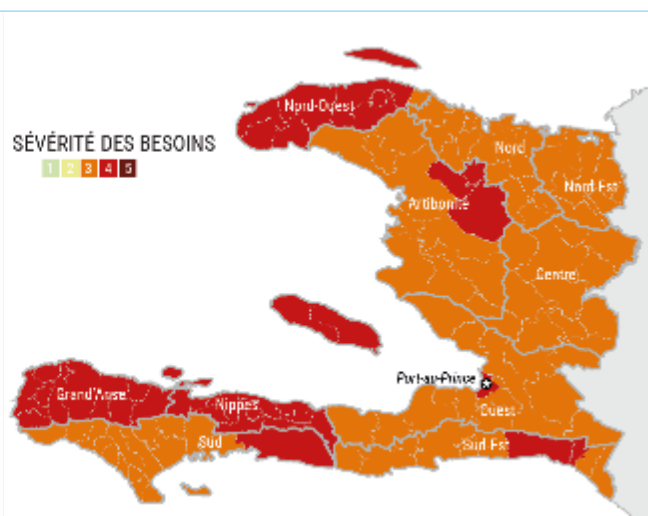


Sources : Sources : <https://fts.unocha.org/plans/1257/summary> | au 30 octobre 2025

Carte de personnes dans le besoin HNRP 2025



Carte de sévérité HNRP 2025



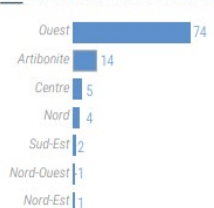
CONTEXE

Intensification des violences armées

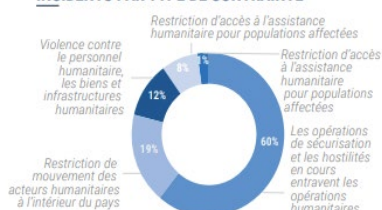
Haïti s'enlise dans une spirale de violence armée, poussant chaque jour des milliers de personnes sur les routes de l'exode. Au cours du 3^e trimestre de l'année 2025, les populations dans l'aire métropolitaine et celles en régions ont continué de subir la terreur des groupes armés. Le nombre d'incidents sécuritaires a augmenté et se généralise dans presque tout le pays.

1. Selon les données sur l'aperçu des contraintes d'accès humanitaire pour les mois de juin à août 2025 publié par OCHA ([Haïti - Aperçu des contraintes d'accès humanitaire pour les mois de juin à août 2025 - Haïti | ReliefWeb](#)) entre juin et août 2025, la violence armée en Haïti s'est principalement étendue et intensifiée dans les départements de l'Artibonite et du Centre faisant ainsi plusieurs victimes. Ces violences ont entraîné des déplacements massifs. Cette même source a mentionné que le nombre d'incidents liés à l'accès humanitaire a diminué (101 incidents contre plus de 200 précédemment). Cette situation est imputable à la réduction du mouvement des acteurs humanitaires face aux risques sécuritaires et à la baisse du financement. Les principales contraintes sont liées aux opérations de sécurité, aux restrictions de mouvement, et à la violence ciblée contre le personnel et les biens humanitaires. Les services sociaux sont gravement affectés : des écoles servent d'abris pour les déplacés tandis que plusieurs établissements de santé sont fermés.

INCIDENTS PAR DÉPARTEMENT



INCIDENTS PAR TYPE DE CONTRAINTES



Source : [Rapport accès OCHA, octobre 2025](#)

2. Le nombre de personnes déplacées, en raison de la violence armée, continue d'augmenter. Les données du 11^e cycle de la matrice de suivi de déplacement indique une présence de 1,4 millions de personnes - femmes, enfants, personnes en situation de handicap et hommes - contraintes de fuir leurs foyers et laisser tout ce qu'ils possédaient, pour échapper à la terreur imposée par les groupes armés. Une augmentation de 10 pour cent comparativement à l'exercice précédent ([Round 10 - Juin 2025](#)) a été enregistrée. La principale raison de cette

augmentation est la continuité de la détérioration de la situation sécuritaire. Les PDI en Haïti représentent désormais 12 pour cent de la population haïtienne. Les départements du Centre et de l'Artibonite sont ceux ayant connu les augmentations les plus importantes du nombre de PDI qui y sont accueillies. Le nombre de PDI dans le Centre est passé de 147 230 au Round 10 à 199 258 (+35%) suite aux déplacements préventifs générés par les attaques dans les localités limitrophes des communes de Mirebalais et Lascahobas en juillet 2025. Dans l'Artibonite, le nombre de PDI est passé de 92 304 à 121 896 (+32%) suite à plusieurs attaques armées dans ce département entre juillet et septembre 2025, notamment dans les communes de La Chapelle, Dessalines, Verrettes et Petite Rivière.



3. Depuis juillet 2025, le nombre total de sites spontanés actifs est passé de 272 à 238, soit une diminution de 34 sites. Cette réduction est principalement observée dans le département du Centre, où 28 sites ont fermé. Près de la moitié de ces sites étaient situés dans des écoles (12 écoles), ce qui reflète les efforts de relocalisation entrepris par les institutions gouvernementales afin de permettre la réouverture des établissements scolaires à l'approche de la rentrée. Bien que le nombre de sites ait diminué, le nombre total de personnes déplacées internes (PDI) a enregistré une légère augmentation de 1 pour cent, indiquant une hausse du nombre moyen de PDI par site. Cette tendance est particulièrement marquée dans les zones provinciales, où la moyenne est passée d'environ 113 PDI par site en juillet à 132 PDI par site en août-septembre. Dans la Zone Métropolitaine de Port-au-Prince (ZMPP), le nombre moyen de PDI par site demeure élevé, passant de 1 980 PDI par site en juillet à 1 992 PDI par site en août-septembre.

Malgré le support des acteurs humanitaires, ces personnes font face à la promiscuité caractérisée par des conditions de vie précaires et un manque d'installations sanitaires. Cette situation augmente les risques de violences

sexuelles, de maladies comme le choléra et de détresse psychologique pour les déplacés, qui manquent d'eau potable, de nourriture et de soins.



Source : Rapport DTM/OIM Round 11, octobre 2025

Cette violence basée sur le genre affecte d'une manière très inquiétante les femmes et les filles. Selon les données de suivi sur les incidents de violences basées sur le genre (VBG) mené par le sous-cluster VBG, de janvier à septembre 2025 en Haïti, Plus de 7 472 cas de VBG rapportés (1), soit 27 nouveaux cas chaque jour, dont près de 56% sont de violences sexuelles. Parmi celles-ci, les viols collectifs par

des groupes armés atteignent un niveau alarmant, représentant 65% des cas. Les principaux facteurs incluent la promiscuité dans les sites de déplacés (25%), les violences de partenaire intime (10,6%), les sévices sexuels sur enfants, ainsi que les violences commises lors d'enlèvements et pratiques traditionnelles nocives (0,54%).



SITUATION DE LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE DES MÉNAGES

Focus sur les résultats de l'analyse IPC d'octobre 2025

L'emprise croissante des groupes armés ajoutée aux problèmes structurels et aux conditions climatiques défavorables continuent d'affecter les conditions de sécurité alimentaire de la population haïtienne. Les résultats de l'analyse de la Sécurité Alimentaire Aiguë (IAA) IPC montrent une nouvelle détérioration de la prévalence de l'insécurité alimentaire aiguë de 48% lors de la dernière analyse d'août 2024 à 51% de population en Phase 3 et plus de l'IPC pour cette nouvelle analyse (période courante). L'expansion du contrôle territorial des groupes armés entraîne une perturbation des circuits d'approvisionnement et des opportunités économiques. Couplées aux difficultés d'accès aux intrants agricoles qui

impactent négativement la performance de l'agriculture, l'ensemble de ces conditions contribuent à asphyxier l'économie haïtienne.

Selon les résultats de l'analyse IPC, pour la période courante allant de septembre 2025 à février 2026, plus de la moitié de la population analysée (51%) est classifiée en Phase 3 de l'IPC (Crise) et plus, soit 5,7 millions de personnes : cela inclut 17% de la population en Urgence (Phase 4 de l'IPC), représentant 1,9 million de personnes et 34% en Crise (Phase 3 de l'IPC), soit 3,8 millions de personnes. Les zones les plus affectées sont le département de l'Artibonite (hormis Gonaïves), le Bas Plateau, le département du Nord-Ouest, La Gonâve, les camps de déplacés et Port-au-Prince Pauvre et Très Pauvre – Cité Soleil.

SITUATION ACTUELLE (SEPT. 2025- FÉVRIER 2026)			SITUATION PROJÉTÉE (MARS - JUIN 2026)		
 5,70M 51 % de la population analysée Personnes en situation d'insécurité alimentaire aiguë élevée (Phase IPC 3 ou +) AYANT BESOIN D'UNE ACTION URGENTE	Phase 5	000 Catastrophe	 5,91M 53% de la population analysée Personnes en situation d'insécurité alimentaire aiguë élevée (Phase IPC 3 ou +) AYANT BESOIN D'UNE ACTION URGENTE	Phase 5	000 Catastrophe
	Phase 4	1 895 000 Urgence		Phase 4	1 986 000 Urgence
	Phase 3	3 802 000 Crise		Phase 3	3 924 000 Crise
	Phase 2	3 060 000 Stress		Phase 2	2 846 000 Stress
	Phase 1	2 537 000 Sécurité alimentaire		Phase 1	2 537 000 Sécurité alimentaire

Les facteurs contributifs de cette dégradation:

Violence armée et contrôle territorial: paralysent les marchés, les systèmes alimentaires et les moyens de subsistance de milliers de familles

Déplacement : environ 1,3 million de personnes ont été déplacées de leur domicile, soit une augmentation de 24% par rapport à décembre 2024

Climat instable, pénurie d'intrants et insécurité persistante, les petits producteurs sont à bout de souffle, menaçant la sécurité alimentaire nationale.

Campagne agricole du printemps 2025 est en net recul : les rendements céréaliers devraient chuter de 12% par rapport à 2024/25 et de 24% par rapport à la moyenne quinquennale.

Inflation: atteint des sommets historiques : l'indice des prix à la consommation dépasse 30%, avec une flambée de 32,7% sur les produits alimentaires.

Déséquilibre marqué de la gourde face au dollar américain réduisant drastiquement le pouvoir d'achat, notamment pour les biens essentiels importés.

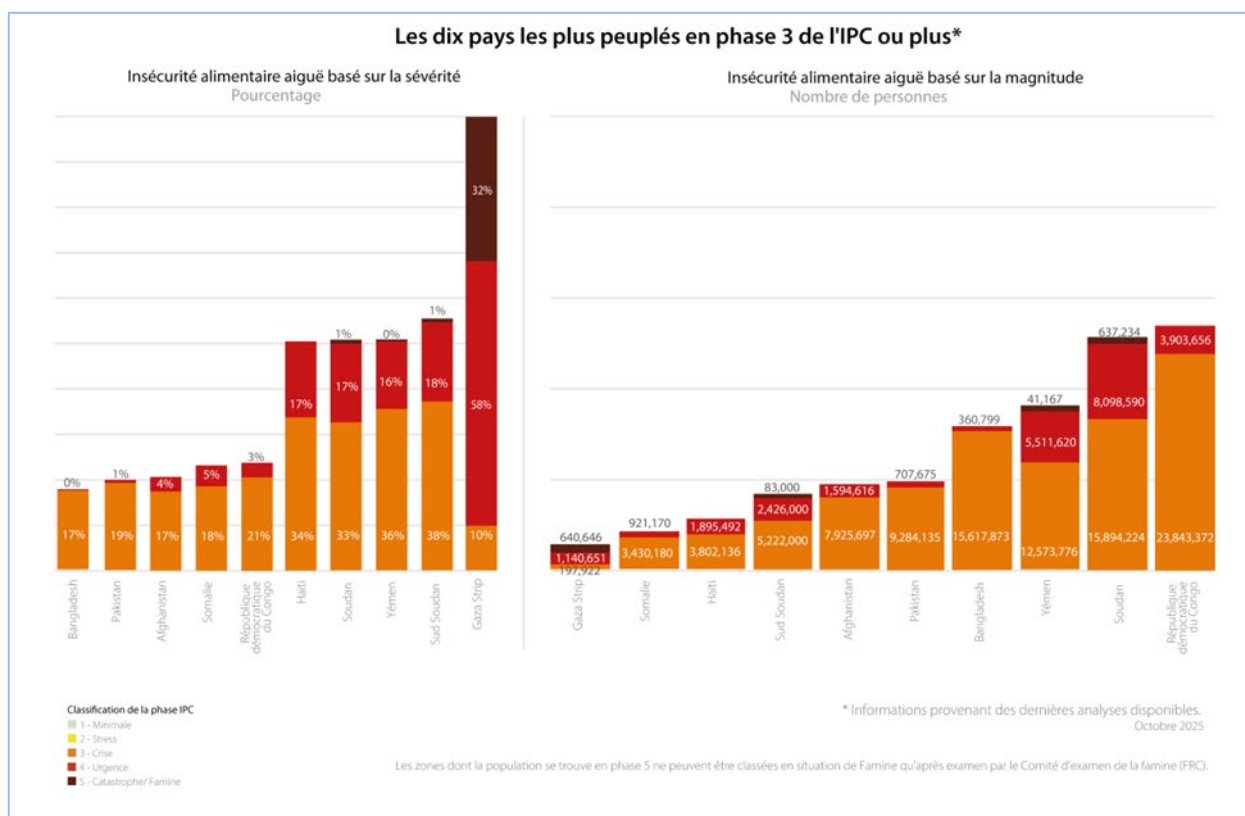


La tendance de la prévalence de population classée en phase 3+ comparée aux autres pays.

Selon les critères basés sur la sévérité d'une part et la magnitude de l'insécurité alimentaire d'autre part, Haïti figure parmi les 10 pays les plus affectés par l'insécurité alimentaire aiguë élevé. Ce qui traduit selon le tableau de référence de l'analyse IPC, une proportion importante de ménage (un ménage sur deux) qui a un déficit de consommation alimentaire reflétés par une malnutrition aiguë très élevée et une surmortalité.

Ou

Les ménages sont en mesure de réduire l'importance des déficits alimentaires mais uniquement en utilisant des stratégies d'adaptation d'urgence et en liquidant leurs avoir.



Source, GSU-IPC

Actions recommandées pour rompre ce cercle vicieux dans lequel la population haïtienne se trouve piégée :

- ◇ Continuer à adapter la réponse humanitaire à la réalité des besoins : il est urgent de revoir la qualité de l'assistance et de renforcer la convergence des interventions multisectorielles.
- ◇ Maintenir une posture active de prévention d'une crise alimentaire et nutritionnelle aiguë est essentiel pour éviter un effet domino sur les secteurs vitaux tels que la santé, la nutrition et la protection.

Focus sur la situation des PDI et rapatriées à Belladère

Entre juillet et août 2025, une enquête a été menée, par la FAO, dans la commune de Belladère afin de fournir une analyse actualisée de la situation des personnes déplacées internes et rapatriées.

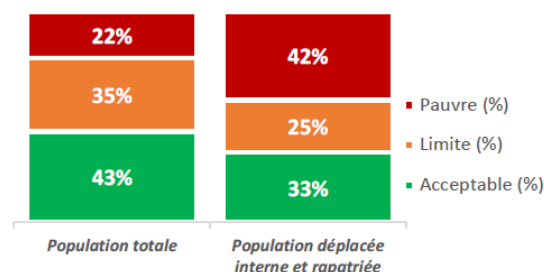
La commune rurale de Belladère, dans le département du Centre, est le principal point d'entrée des personnes rapatriées de la République dominicaine, concentrant à elle seule plus de la moitié des arrivées en 2025. Durant les six premiers mois de l'année, plus de 73 000 personnes y sont rentrées. En plus des personnes rapatriées en provenance des pays voisins, le département du Centre est également concerné par des mouvements internes toujours croissants, et le nombre de PDI a plus que doublé entre mars et juin 2025. La commune de Belladère accueille plus de 27 000 PDI, hébergées majoritairement au sein de familles d'accueil, qui vivent essentiellement de l'agriculture et d'activités rurales, exerçant une pression croissante sur des communautés hôtes déjà fortement sollicitées et sur des ressources locales limitées.

À Belladère, bien que la situation sécuritaire demeure volatile dans la zone, les marchés locaux sont fonctionnels, et les personnes migrantes y ont accès, le troc et les achats sur ces marchés représentant actuellement leur principale source d'approvisionnement alimentaire. Dans la commune rurale de Belladère, la situation alimentaire des personnes migrantes apparaît nettement plus préoccupante que celle de la population en général. Près de 70% d'entre eux présentent une consommation alimentaire pauvre ou limitée, contre une proportion plus faible chez la communauté hôte. La comparaison avec l'Enquête Nationale de Suivi de la Sécurité Alimentaire et

Nutritionnelle (ENSAN) 2024 et les données de l'enquête montre un écart significatif : alors que 43% des ménages de la commune affichaient une consommation acceptable, seuls 33% des personnes déplacées et rapatriées atteignent ce niveau.

La pression exercée par l'arrivée des personnes migrantes dans la commune ne se limite pas aux aspects économiques et alimentaires : elle entraîne également des répercussions sur la paix et la cohésion sociale. Bien que la cohésion sociale paraisse, pour l'instant, préservée et qu'aucun conflit significatif n'ait été signalé entre les populations migrantes et les communautés hôtes, le renforcement de cette cohésion demeure essentiel afin de prévenir l'émergence de tensions futures. Ainsi, outre la mise en place d'espaces de dialogue communautaire et de mécanismes transparents de ciblage et de distribution de l'aide, il est tout aussi fondamental d'investir dans l'autonomisation des personnes migrantes, tout en accompagnant les membres vulnérables des communautés hôtes.

Différence du Score de Consommation Alimentaire (SCA) entre la population générale et PDI et rapatrié à Belladère



Source : ENSAN, 2024 | FAO, 2025

Disponibilité alimentaire :

Les circuits d'approvisionnement sont certes fortement perturbés en raison l'occupation d'axes routiers stratégiques (sorties Nord et Sud de Port-au-Prince) par des groupes armés toutefois, les marchés, les magasins et les super marchés sont achalandés. La production agricole enregistrant de baisses continue de performance contribue dans une certaine mesure à la disponibilité alimentaire surtout dans certaines zones rurales du pays. La période couverte par le bulletin a coïncidé avec les récoltes de différentes spéculations cultivées durant la campagne de printemps et différents produits de cueillette. Certains produits locaux usuels tels que le

haricot, le maïs, la banane, la mangue, l'avocat, etc. étaient disponibles sur les différents marchés.

Selon les données de suivi de marché réalisé par l'équipe mVaM du PAM, Au cours du mois d'août, la disponibilité des denrées alimentaires s'est révélée globalement satisfaisante sur l'ensemble des marchés enquêtés à travers les différents départements. Ce même suivi a mentionné que les détaillants des **départements du Centre, de l'Ouest et du Nord-Ouest** ont déclaré des niveaux de stock supérieurs à ceux observés dans les autres régions.

Quant aux produits importées, les agents économiques ont eu recours des voies alternatives pour effectuer

l'acheminement interurbain des denrées alimentaires de base. La disponibilité ne représente pas un facteur limitant majeur de la sécurité alimentaire. Toutefois, l'occupation des zones périphériques des ports de Port-au-Prince et de Saint Marc ainsi la politique migratoire en cours en

République Dominicaine affectant le niveau de fréquentation des marchés binationaux sont des facteurs qui peuvent impacter la stabilité de la disponibilité notamment pour les produits alimentaires importés.

Accès alimentaire :

Les ménages vulnérables ont un accès limité à l'alimentation. Les pertes d'opportunités économiques, le maintien de la pression inflationniste et le déséquilibre entre la gourde et la devise américaine (USD) affaiblissent significativement l'économie des ménages.

Les escalades de violences armées enregistrées au 3^e trimestre ont entraîné non seulement des déplacements massifs tant dans la zone métropolitaine que dans le Centre et l'Artibonite mais aussi de nombreuses pertes d'opportunités économiques dans le secteur informel ainsi que des pertes d'emplois dans le secteur formel.

L'inflation en Haïti réduit drastiquement le pouvoir d'achat des familles, car les prix des biens de première nécessité, notamment les aliments, sont élevés, les rendant inabordables pour des millions de personnes. La tendance inflationniste dans l'économie haïtienne s'est poursuivie en septembre 2025, avec une progression qui se traduit par une variation annuelle de 31,9 %, et la branche « Produits alimentaires et boissons non alcoolisées » augmenté de 1,9% en glissement mensuel. Aussi, selon l'analyse de marché (PAM, septembre 2025), le coût du panier alimentaire a connu une augmentation mensuelle de 2% en aout 2025 à l'échelle nationale

(passant de HTG 23 784 à HTG 24 203). Cependant, au niveau départemental, on observe une augmentation du coût du panier alimentaire allant jusqu'à 4% dans les Nippes, le Sud et le Sud-Est.

Dans ce contexte les ménages vulnérables et plus vulnérables n'arrivent pas à couvrir leurs besoins alimentaires quotidiens. Pour y faire face, ils sont obligés d'adopter des mécanismes néfastes. Ainsi, près de la moitié des ménages enquêtés (48%) selon l'ENSAN (CNSA, septembre 2025) déclarent avoir consacré au moins 65% de leurs dépenses totales pour couvrir leurs besoins d'alimentation et 24% y ont consacré 50% à 65% de leurs déboursments. Toujours, selon ENSAN 2025, 45% des ménages ont un indice de stratégie de survie réduit (rCSI) modéré et 37%, un rCSI sévère. Aussi, 49% des ménages déclarent avoir dû s'endetter pour faire face aux chocs.

Les prix des denrées alimentaires ont globalement affiché une **tendance stable**, voire à la baisse, pour la majorité des produits suivis. Toutefois, deux hausses notables méritent d'être soulignées : **le riz, dont le prix a enregistré une augmentation significative de 9%, et l'huile végétale, qui a connu une légère progression.**

Données sur le choléra

Alors que le pays fait face à de multiples crises, l'épidémie de choléra refait surface et menace à nouveau la santé publique

Ce mardi 4 novembre 2025, le ministre de la Santé publique a dressé un tableau alarmant de la recrudescence du choléra en Haïti. Entre janvier et octobre 2025, la maladie a déjà fait plus d'une vingtaine de morts et infecté près de 2 900 personnes.

Alors que le pays fait face à de multiples crises, l'épidémie de choléra refait surface et menace à nouveau la santé publique

Ce mardi 4 novembre 2025, le ministre de la Santé publique a dressé un tableau alarmant de la recrudescence du choléra en Haïti.

Entre janvier et octobre 2025, la maladie a déjà fait plus d'une vingtaine de morts et infecté près de 2 900 personnes.

Avec l'accès difficile à l'eau potable, et autres besoins d'hygiène basique Il est difficile que les aliments soient préparés de manière sûre et hygiénique afin de prévenir les maladies d'origine alimentaire, hydrique dont le choléra.

Campagne agricole de printemps 2025

La campagne agricole de printemps 2025 n'a pas été exempte de la variabilité climatique, des déficits d'approvisionnement en intrants et de l'insécurité a eu un résultat mitigé.

Selon l'ENSAN (CNSA, septembre 2025), 56% des ménages enquêtés déclarent que la performance agricole de printemps a été mauvaise ou pire par rapport à une année normale, identique pour 20% et bonne à très bonne pour seulement 24%. De nombreux ménages n'ont pas pratiqué l'agriculture cette année pour diverses raisons : ainsi, 30% des agriculteurs n'ont pas pratiqué l'agriculture durant le printemps 2025 en raison du manque d'argent, du coût élevé des intrants ou de la main d'œuvre.

Ainsi, cette campagne agricole de printemps 2025, qui représente plus de la moitié de la production annuelle,

suite aux facteurs affectant sa performance est en fort recul : les rendements céréaliers devraient diminuer de 12% par rapport à 2024-2025 et de 24% par rapport à la moyenne des cinq dernières années.

Les projections pour la campagne d'hiver s'annoncent aussi compromettante car la majorité (plus de 50%) des ménages interrogés dans le cadre de l'ENSAN sont incertains pour la campagne.

Ces facteurs qui réduisent la capacité productive des ménages, augmentant leur niveau de vulnérabilité, les conduisant ainsi à une dépendance à l'assistance alimentaire. Selon les recommandations formulées lors de l'analyse IPC, il est demandé aux partenaires de soutenir le secteur de production afin de relancer la consommation et les marchés locaux, créer des opportunités économiques et réduire la dépendance à l'aide humanitaire.

Limitation de l'opportunité économique

La section emploi et opportunités économiques a permis de capter le niveau de vulnérabilité économique et l'accès à l'emploi, on note :

Le taux de chômage reste élevé suite à la violence ayant entraîné la fermeture des entreprises dans les zones sous contrôle des groupes armés, et aussi la réduction des opportunités d'emplois informel. Ainsi, les indicateurs collectés lors de cette enquête montrent que :

- 56% des répondants sont sans emploi
- Seulement 6,6% des personnes occupées ont un emploi formel
- 23,8% de ces personnes sont des travailleurs indépendants

Le rapport mentionne également une faible protection des travailleurs avec 97% des répondants qui n'ont pas de contrat écrit et 98% n'ont pas de couverture sociale

Au niveau de la vulnérabilité économique, l'enquête a révélé que :

- 54,6% avec un seul revenu, cela signifie Plus de la moitié des ménages dépendent d'une seule source de revenus
- 60,5% consacrent leur part de budget à l'alimentation, ceci indique un seuil d'extrême vulnérabilité à l'insécurité alimentaire
- 49,4% de ménages sont endettés, cela signifie que 1 ménage sur 2 a recours au crédit pour survivre
- 77,3% des ménages ont une incapacité à épargner, cela signifie que ces ménages ont une très faible résilience face aux chocs économiques. Cette vulnérabilité est très prononcée dans le milieu rural.

SUIVI DE LA REPONSE HNRP 2025 ET ANALYSE DE GAPS AU TROISIÈME TRIMESTRE

ANALYSE DE LA REPONSE AU TROISIÈME TRIMESTRE 2025

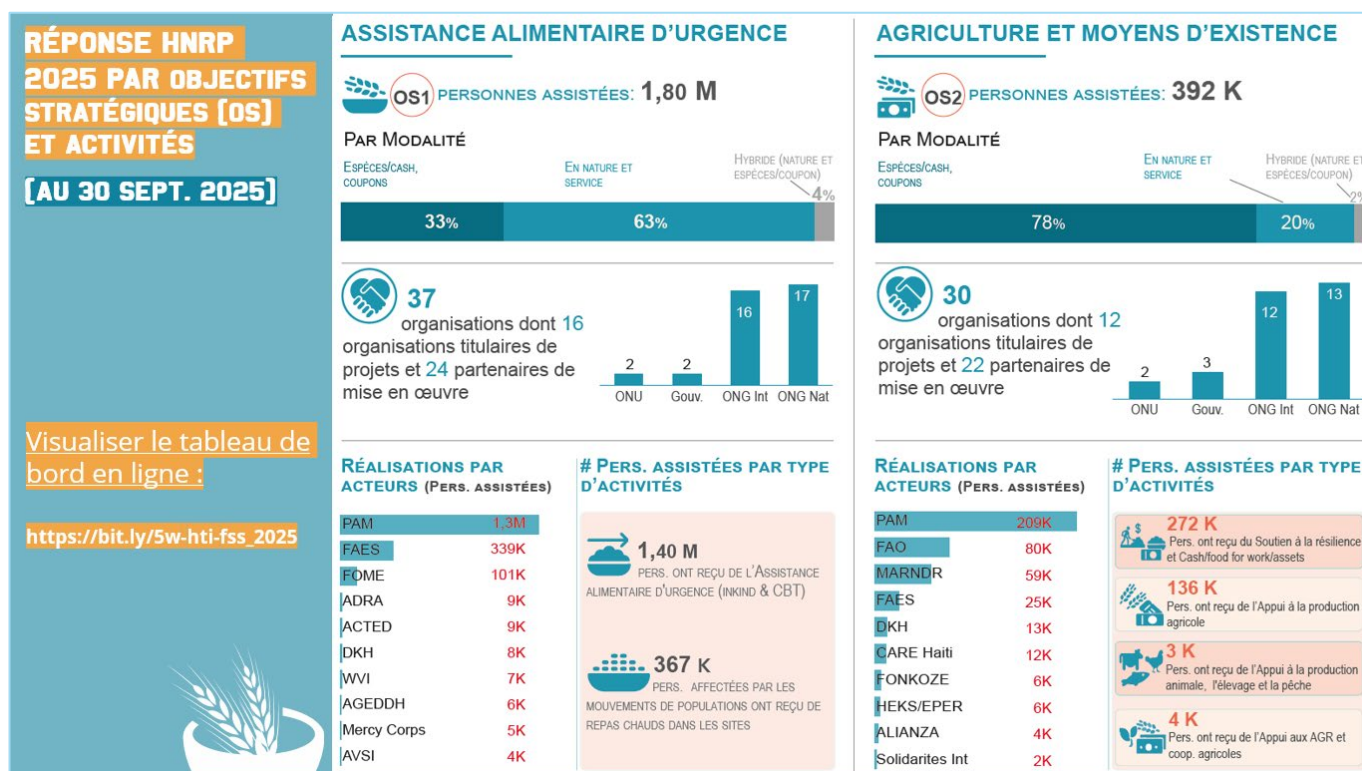
Malgré la situation sécuritaire dégradante, les partenaires du secteur ont développé avec l'appui d'accès dans leurs organisations respectives et également le GTT-accès des stratégies qui ont permis d'atteindre des bénéficiaires se trouvant dans des zones difficiles d'accès.

De janvier à septembre 2025, les différentes interventions des partenaires du secteur sécurité alimentaire ont permis d'atteindre 2,0 millions de personnes, soit un taux de réalisation de 59% sur les 3,4 millions de personnes ciblées dans le plan de réponse humanitaire. La stratégie de ciblage est basée sur la réponse d'urgence aux personnes en IPC3 et plus et aux Personnes Déplacées Internes (PDI).

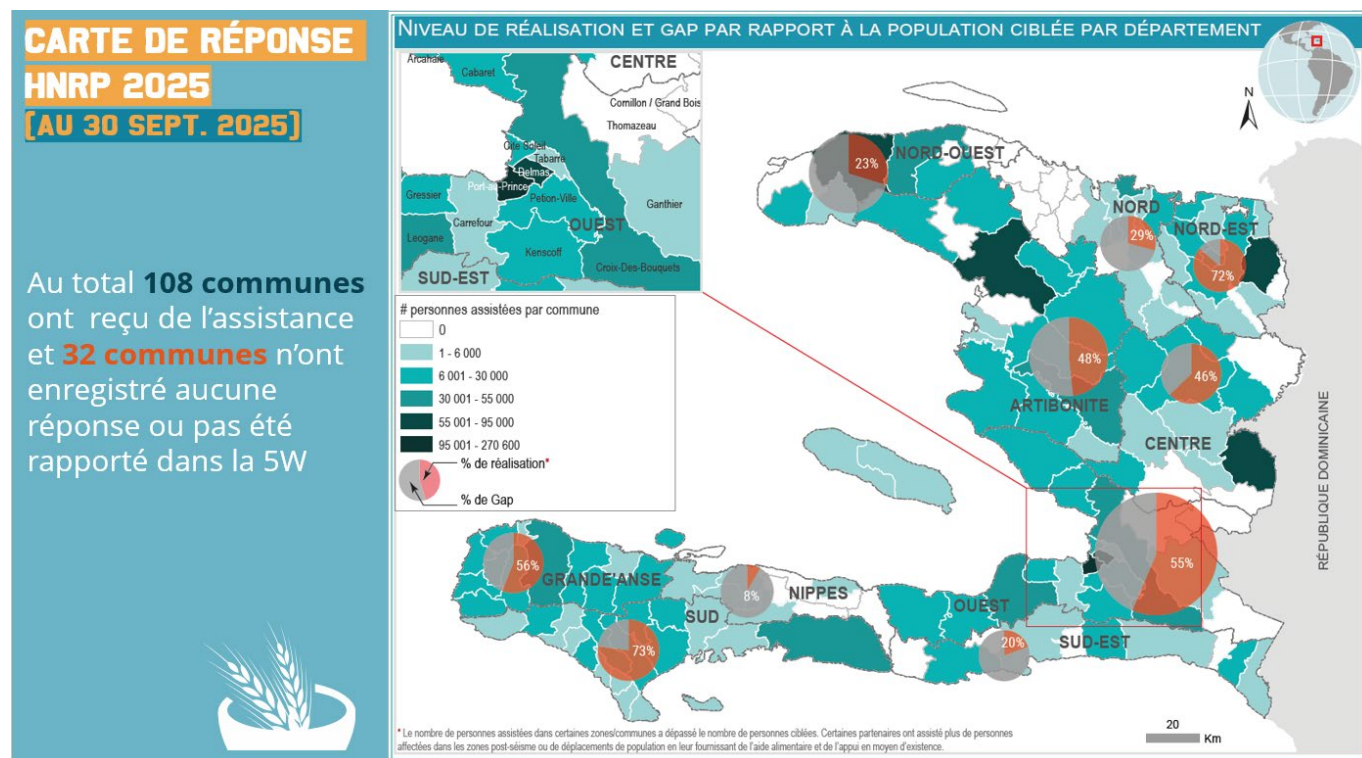
L'assistance alimentaire d'urgence (OS1) a touché plus de 1,8 millions de personnes soit 59% de la cible (3 M) à travers le bon d'achats/coupons et cash transfert (33%), en nature (63%) comme principale modalité d'intervention et 4% en mixe (nature et espèces/coupon).

Les activités de l'appui à la production agricole et aux moyens d'existence (OS2) ont atteint 392 000 personnes, soit 36% de la cible (1,1 M) à travers 78% en espèces/cash ou bon d'achat/ coupons et 20% en nature et prestation de services/support et 2% en mixe (nature et espèces/coupon).

Au total 48 partenaires dont 20 organisations principales et 35 partenaires d'implémentation interviennent.



CARTE DE LA REPONSE ET PRESENCE DES PARTENAIRES :



PARTENAIRES PAR DÉPARTEMENT ET OBJECTIFS STRATÉGIQUES [AU 30 SEPT. 2025]

Au total **48 partenaires** interviennent dont **20 organisations principales** et **35 partenaires d'implémentation**

Département	OS1. Garantir un accès rapide et immédiat à l'alimentation aux personnes en insécurité alimentaire aiguë à travers une aide vitale, incluant à la fois l'assistance alimentaire d'urgence et des interventions de production alimentaire d'urgence	OS2. Soutenir la production agricole (agriculture, élevage, pêche et pisciculture) et alimentaire pour augmenter les volumes, améliorer la qualité et renforcer l'accès aux produits, en vue de répondre à la demande domestique	OS3. Protéger les activités de la chaîne alimentaire, intégrer des actions anticipatoires et la protection des moyens de subsistance à travers la réduction des risques
Artibonite			
Org. principale	ACTED AVSI FAES FOME PAM WVI	CARE Haïti	PAM
Partners d'implém	AIDES AMURT AVSI CARITAS GONAIVES GIRADEL PAM PAM / AIDES PAM / COCIDECH PAM / RANEPH SIKSE Zanmi Lasante	FAES	CARITAS GONAIVES CECI
Centre			
Org. principale	FAES FAO FOME PAM WVI	CARE Haïti FAO PAM	
Partners d'implém	ACEDEV CAPAC CECI PAM PAM / CECI Zanmi Lasante	AMURT AVSF GIRADEL HRI	
Grande-Anse			
Org. principale	DKH FOME HEKS/EPER PAM	ALIANZA CARE Haïti DKH FAES FAO HEKS/EPER MARNDR	FAES PAM
Partners d'implém	CECI FNCA	CECI FAO FNCA MARNDR	CECI MAST
Nippes			
Org. principale	FOME PAM	FAO MARNDR	MI
Partners d'implém	SIKSE	FAO MARNDR	AHAAMES
Nord			
Org. principale	FOME PAM	MARNDR	
Partners d'implém	SIKSE	CECI	
Nord-Est			
Org. principale	ADRA FOME MARNDR PAM	CARE Haïti FAO MARNDR	
Partners d'implém	AIDES FAO SIKSE	CAACOM CECI FAO GIRADEL GRADO MARNDR	
Nord-Ouest			
Org. principale	FAES FOME PAM	CARE Haïti PAM	FAES
Partners d'implém	CARITAS GONAIVES CREDI PAM	AMURT FAES	PAM
Ouest			
Org. principale	ACTED AGEDDH AVSI ChristianAid FAES FOME GOAL Mercy Corps PAM Solidarites Int WVI	AVSI FAES FAO	PAM Solidarites Int
Partners d'implém	CAPAC Chapelle Sainte Marie Famille KIZITO FFH FOSREF GIRADEL HAÏTI SURVIE MOJDOE PAM	MARNDR VIVA RIO	CAPAC GIRADEL MOJDOE
Sud			
Org. principale	FAES FOME PAM	MARNDR	FAES FAO FONKOZE PAM
Partners d'implém	CECI HRI PAM PAM / CECI PAM / HRI	CECI	CECI KNFP PAM
Sud-Est			
Org. principale	DKH FOME PAM	DKH FAO	ALIANZA PAM
Partners d'implém	AIDES ATEPASE	ATEPASE MARNDR	AAH CROSE

ANALYSE DES GAPS DE LA REPONSE :

ASSISTANCE ALIMENTAIRE D'URGENCE [AU 30 SEPT. 2025]

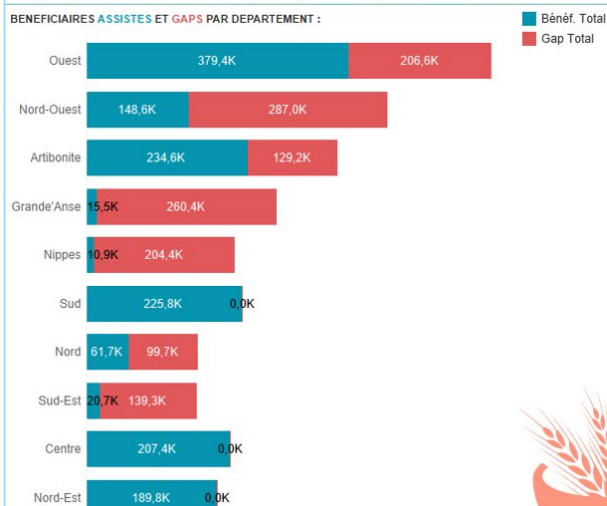
ANALYSE DES GAPS – OBJECTIF STRATÉGIQUE 1 :

OS1 - Garantir un accès rapide et immédiat à l'alimentation aux personnes en insécurité alimentaire aiguë à travers une aide vitale, incluant à la fois l'assistance alimentaire d'urgence et des interventions de production alimentaire d'urgence.

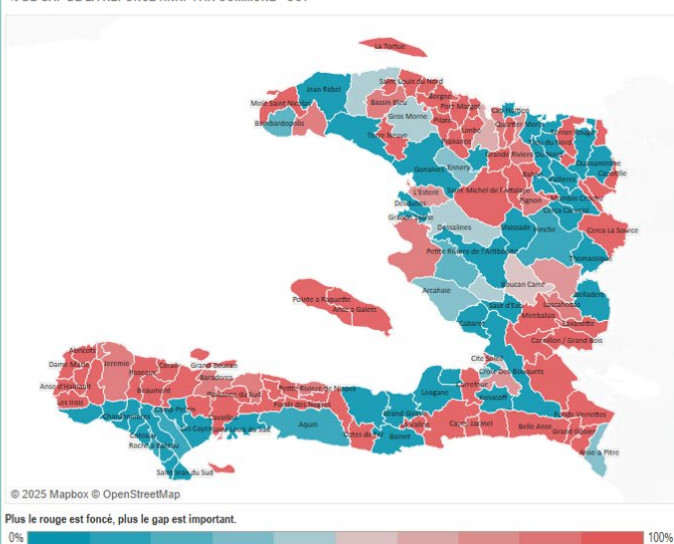
ANALYSE DES GAPS EN TERMES DE BÉNÉFICIAIRES ATTEINTS

PIN - 2025	Cible - OS1	Bénéf. Total	% de Pers. atteintes OS1	% Gap OS1	Gap
5 535 337	3 000 000	1 771 416	59,0%	41,0%	1 228 584

BÉNÉFICIAIRES ASSISTÉS ET GAPS PAR DÉPARTEMENT :



% DE GAP DE LA REPONSE HNRP PAR COMMUNE - OS1



APPUI À L'AGRICULTURE ET MOYENS D'EXISTENCE [AU 30 SEPT. 2025]

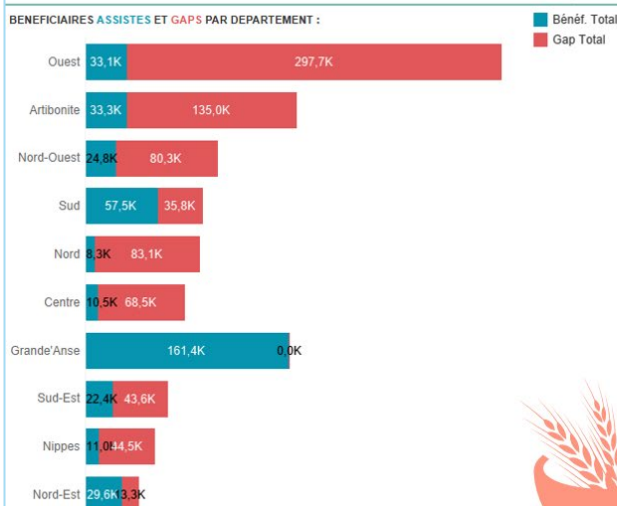
ANALYSE DES GAPS – OBJECTIF STRATÉGIQUE 2 :

OS2 - Soutenir la production agricole (agriculture, élevage, pêche et pisciculture) et alimentaire pour augmenter les volumes, améliorer la qualité et renforcer l'accès aux produits, en vue de répondre à la demande domestique.

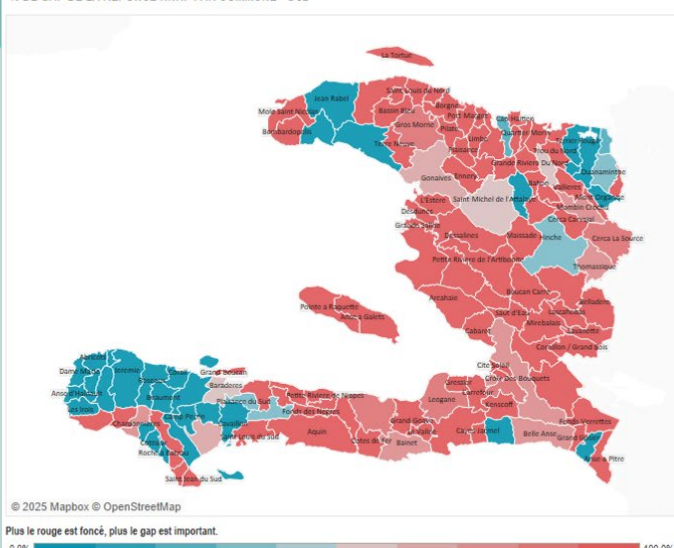
ANALYSE DES GAPS EN TERMES DE BÉNÉFICIAIRES ATTEINTS

PIN - 2025	Cible - OS2	Bénéf. Total	% de Pers. atteintes OS2	% Gap OS2	Gap
5 535 337	1 100 001	391 868	35,6%	64,4%	708 133

BÉNÉFICIAIRES ASSISTÉS ET GAPS PAR DÉPARTEMENT :



% DE GAP DE LA REPONSE HNRP PAR COMMUNE - OS2



REALISATION DES PARTENAIRES : REPONSE POUR LE TROISIÈME TRIMESTRE 2025



ACTED

ACTED a poursuivi la mise en œuvre de son programme d'urgence multisectoriel en soutien aux personnes déplacées internes (PDI) affectées par les violences, à travers ses activités de Coordination et Gestion des Camps (CCCCM) dans la zone métropolitaine de Port-au-Prince (ZMPAP) et le Mécanisme de Réponse Rapide (RRM) en Artibonite. Dans la ZMPAP, 5 093 ménages, soit 25 607 personnes réparties sur 10 sites – dont 8 à Cité Soleil et 2 à Delmas – ont bénéficié d'un cycle de transferts monétaires SECAL d'un montant équivalent à 120 USD. En complément, des séances de sensibilisation sur les bonnes pratiques alimentaires ont été animées en petits groupes sur chaque site. Une nouvelle distribution est prévue entre novembre et décembre 2025, ciblant 1 960 PDIs supplémentaires. Dans une logique d'approche multisectorielle, ces transferts sont accompagnés d'une campagne d'assainissement menée sous forme de mobilisation communautaire dans les quartiers environnants les 8 sites PDI de Cité Soleil gérés par ACTED. Parallèlement, des activités WASH sont déployées sur 11 sites : un à Port-au-Prince, deux à Delmas et huit à Cité Soleil. En Artibonite, deux cycles de transferts monétaires SECAL à 120 USD ont été réalisés dans les communes d'Ennery et de Marmelade, touchant respectivement 509 ménages (2 545 personnes) et 451 ménages (2 255 personnes). Un troisième cycle est

prévu pour novembre 2025. Cette assistance en trois cycles vise à renforcer la sécurité alimentaire des bénéficiaires en améliorant leur consommation, la diversité de leurs repas et leur résilience nutritionnelle. Toutefois, plusieurs défis entravent la mise en œuvre des activités, notamment l'absence de pièces d'identité chez les PDI, l'insécurité persistante dans certaines zones et le manque de liquidité dans les points de retrait.



Sensibilisation aux bonnes pratiques alimentaires, Site PDI Pèlerin de Drouillard, 08 juillet 2025, Acted Haiti

ACTIONAID

Durant le troisième trimestre 2025, ActionAid Haïti a poursuivi ses interventions en sécurité alimentaire dans les départements de la Grand' Anse, du Centre et du Sud' Est à travers les projets Sipo pou chanje lavi à Jérémie et Roseaux (OCHA), ACHU 2024 et Convention 2022 à Belle-Anse et PPL 25-26 à Lascahobas. 16 235 personnes ont été soutenues par des appuis en transfert de cash, à la production agricole, et des formations agroécologiques, renforçant ainsi la résilience des familles face aux crises alimentaires et climatiques.

Activités réalisées

- Appui en semences vivrières : 6476,8 kg (maïs, arachide, sorgho, riz, haricot...)
- Appui en matériel végétal : 13 7500 drageons de banane mis à disposition des producteurs.
- Appui en tubercules vivrières : 93 200 buttes de tubercules (Manioc, Igname, Patate)
- Appui en semences maraichères : 192,30 kg de semences de maraichères fournies pour renforcer la diversification des cultures (Combo, poivron, piment, chou...)
- Appui en outils agricoles : 300 kits outils remis aux producteurs pour améliorer les pratiques culturales
- 2 cycles de transfert monétaires à Belle-Anse soit un montant de 159 USD par ménage/cycle pour 700 ménages
- 2 cycles de transfert monétaire à Jérémie et Roseaux soit un montant de 148 USD par ménage/cycle pour 300 ménages.
- 1809 producteurs ont reçu de formations sur les pratiques agroécologiques à Belle-Anse, Jérémie, Lascahobas, Roseaux.

Objectifs visés

- Améliorer la sécurité alimentaire des ménages vulnérables.

- Renforcer les moyens de subsistance agricoles.
- Réduire la vulnérabilité face aux crises humanitaires et climatiques.
- Promouvoir des pratiques agroécologiques durables.

Nombre de personnes touchées par commune/Département

- 300 familles dans la Grand' Anse
- 2 800 familles dans le Sud' Est
- 147 familles dans le Centre

Façon dont les interventions améliorent la situation

Appui en semences et kits agricoles a renforcé la production locale et les moyens de subsistance des familles rurales.

Description des pratiques innovantes

- Utilisation de transferts monétaires combinés à des appuis techniques agricoles
- Production de 2 720 gallons de biofertilisants et biopesticides, cette initiative s'inscrit dans le cadre de la promotion de pratiques agroécologiques durables et de la lutte contre les insectes nuisibles.

Difficultés rencontrées

- Demande élevée en semences dépassant les prévisions budgétaires
- Des tentatives d'ingérence ont été observées, avec des pressions exercées par certaines autorités locales pour influencer la sélection des bénéficiaires au profit de leurs proches.

Perspectives à court thème

- Géoréférencement et suivi des parcelles
- Mise en place de 3 unités de transformation pour les femmes et les jeunes
- Mise en œuvre d'un PDM pour documenter les effets des appuis agricoles et monétaires sur les ménages bénéficiaires.

**AVSI HAÏTI**

Projet - "Integrated Multisectoral Intervention in the North-West Department: Addressing food security, nutrition and water, sanitation and hygiene needs"

Entre juillet et septembre 2025, le projet « Intervention multisectorielle intégrée dans le département du Nord-Ouest » a achevé la mise en œuvre de ses activités d'assistance alimentaire et de transferts monétaires, visant à renforcer la sécurité alimentaire des ménages les plus vulnérables. Cinq cycles de distributions ont été réalisés dans les communes de Jean Rabel, Môle Saint-Nicolas et Baie-de-Henne, au bénéfice de 1 180 ménages (environ 5 900 personnes). Chaque ménage a reçu un bon alimentaire d'une valeur de 11 000 gourdes et un transfert monétaire de 5 000 gourdes.

Les résultats du suivi post-distribution (PDM), conduit en septembre confirment l'efficacité et la pertinence de l'intervention. Le score de stratégies d'adaptation réduites (rCSI) est passé de 25,2 à 7 ; traduisant une nette diminution des mécanismes négatifs de survie. Le score de consommation alimentaire (FCS) s'est amélioré de 8,8 à 50,3 et 100% des ménages ont déclaré n'avoir ressenti aucune faim après l'assistance, contre 45% en situation de faim sévère avant l'intervention. Ces résultats démontrent l'amélioration tangible de la sécurité alimentaire des ménages ciblés.



Photo de la 5eme distribution SECAL de AVSI dans la 2eme et 3eme sections de Jean Rabel, Nord-Ouest Haiti

L'approche a consisté en une approche mixte combinant transferts monétaires et bons alimentaires, fondée sur des enquêtes de marché régulières afin d'adapter la composition des kits aux fluctuations des prix. Malgré quelques contraintes logistiques et retards d'approvisionnement liés à l'état des routes, la mise en œuvre s'est déroulée sans incident majeur ni atteinte à la protection.

À court terme, le projet prévoit de finaliser la capitalisation des leçons apprises, et de renforcer les partenariats locaux.



Concern Worldwide

Transfert d'espèces pour la mise en place d'Activités Génératrices de Revenus (AGR)

Objectif : Amélioration de la situation socio-économique des ménages les plus vulnérables, en mettant à leur disposition des sources de revenus adaptées

Zone : Cite Soleil

Nombre de participants : 565

Difficultés rencontrées : Risques sécuritaires, nombre de ressources humaines

Perspectives : Coaching des ménages sur la gestion des AGR et Accompagnement d'un deuxième groupe de 735 ménages

Formation sur l'Agriculture Intelligente au Climat (AIC) et Distribution de 2 784 marmites de semences d'haricots aux planteurs

Objectif : Amélioration de la situation socio-économique des ménages les plus vulnérables, en améliorant leur production

Zone : Savanette - Centre

Nombre de participants : 348 planteurs

Difficultés rencontrées : Problèmes sécuritaires et accès

Perspectives : Coaching des planteurs sur l'application des techniques de cultures intelligentes au climat.

Coaching d'Associations d'Épargne et de Crédit (AEC)

Objectif : Amélioration de l'accès aux services financiers au profit des ménages les plus vulnérables

Zone : Croix des bouquets

Nombre de participants : 11 AEC pour un total de 330 personnes

Difficultés rencontrées : Autonomie des Comités de gestion

Perspectives : Continuation avec le coaching et mise en place de nouveaux AEC à Cite soleil

Transfert d'espèces pour l'achat de produits alimentaires (système de e-voucher, par le biais de vendeurs locaux)

Objectif : Amélioration de l'alimentation des ménages les plus vulnérables

Zone : Croix des bouquets, Croix des missions et Cite Soleil

Nombre de participants : En cours – 2 477 personnes

Difficultés rencontrées : Risques sécuritaires

Perspectives : Distribution de 2 nouvelles rations



HEKS/EPER

Dans un contexte restant marqué par une situation de crise, HEKS/EPER poursuit son soutien en faveur des productions locales, d'initiatives communautaires, d'amélioration de la sécurité alimentaire dans le département de la Grand'Anse.

Activités réalisées

Promotion constante des pratiques agroécologiques, y compris au sein des universités d'agronomie du département.

Soutien de l'alimentation scolaire et l'entrepreneuriat social, tout en fournissant une assistance humanitaire multisectorielle aux populations déplacées et aux communautés hôtes.

Cette aide met un accent particulier sur le soutien financier conditionné à la réalisation de travaux communautaires, notamment dans les domaines de l'assainissement, de la réhabilitation de pistes agricoles et de l'amélioration des environnements scolaires.

Un appui est apporté à des groupements de production artisanale de semences, des coopératives et des associations communautaires dans la mise en œuvre de leurs propres projets.

La démarche vise à favoriser des moyens de subsistance durables, notamment via la promotion de services financiers adaptés.

L'approche stimule des activités génératrices de revenus, encourage l'esprit d'entreprise et renforce la résilience économique des membres de ces groupements et associations.



L'ensemble des activités est accompagné de formations, de temps de sensibilisation et d'un appui technique continu.

Nombre de personnes atteintes

Projets communautaires : 458 femmes et 458 hommes

Producteurs de semences : 7 083 personnes (4 249 hommes et 2 834 femmes)

Travaux communautaires : 244 personnes (152 hommes et 92 femmes)

Cantines scolaires : 1 385 enfants (681 garçons et 704 filles)
- juillet

Formations à l'agroécologie : 1 796 producteurs-trices, étudiant(e)s (1 081 hommes, 715 femmes).



Façon dont les interventions améliorent la situation

L'appui aux groupements communautaires s'inscrit dans une démarche de localisation.

L'engagement en faveur du fonctionnement des cantines scolaires constitue à la fois un rempart contre l'abandon scolaire et un levier essentiel de résilience pour les communautés.

La cantine scolaire vise à maintenir les enfants à l'école, à fournir une alimentation saine, et à stimuler le développement économique et agricole local en créant des débouchés pour les producteurs et productrices, les cantinières et leurs aides, tout en renforçant les systèmes alimentaires locaux.

Les travaux communautaires conditionnels permettent de répondre aux besoins urgents des ménages tout en améliorant les infrastructures communautaires.

Difficultés rencontrées

Les besoins sont massifs, tout comme la sollicitation des communautés, grandement vulnérabilisées par un contexte constamment plus fragilisé.

Les perspectives à court terme sont la poursuite des interventions en cours.



Fonds d'Assistance Économique et Sociale (FAES)

Activités réalisées :

- Versement de 100 USD par ménage et par mois, sur une période de quatre mois sous forme de transferts monétaires (TM) au profit de 58 386 ménages vulnérables).
- Organisation de formations professionnelles certifiées par l'INFP, destinées aux jeunes des deux sexes.
- Distribution de 40 660 kits alimentaires dans le cadre du Programme d'Urgence Multisectoriel (PUM).

Objectifs visés :

Contribuer à la réduction de l'insécurité alimentaire et au renforcement des capacités économiques des ménages, tout en favorisant l'insertion professionnelle des jeunes à travers des formations adaptées et certifiées.

Bénéficiaires par programme :

- HA-J0005 – Renforcement des filets de sécurité sociale : 17 726 ménages (environ 88 630 personnes) ont bénéficié de transferts monétaires et de la distribution de 3 997 kits alimentaires.
- Ouest : Cité-Soleil, Anse-à-Galets, Pointe-à-Raquette, Croix-des-Bouquets
- Grand'Anse : Anse-d'Hainault, Jérémie, Dame-Marie, Beaumont
- Artibonite : Gros-Morne, Marmelade
- Nord-Ouest : Baie-de-Henne, Bassin-Bleu

PUM – Assistance alimentaire d'urgence (distribution de kits)

- **Ouest** : 30 660 ménages (environ 153 300 personnes) ; Delmas : 9 250; Port-au-Prince : 21 410;
- **Centre** : 10 000 ménages (environ 50 000 personnes); Saut-d'Eau : 200 ; Thomonde : 1 000; Belladère : 1 000; Boucan Carré : 1 500 ; Hinche : 2 000; Savanette : 1 500; Centre d'Accueil : 2 800

Pratiques innovantes :

Mise en œuvre d'une approche intégrée combinant transferts monétaires, accompagnement social et formations techniques certifiées par l'INFP, favorisant l'autonomisation durable des bénéficiaires.

Difficultés rencontrées :

- Manque de liquidités au sein des institutions financières locales.
- Problèmes de réseau avec **Digicel et Natcom**, affectant la **réalisation des transferts d'argent mobile** via **MonCash** et **Natcash**.
- Insécurité persistante dans certaines zones d'intervention.
- Défis liés au ciblage et à la mise à jour des listes de bénéficiaires.

Perspectives :

- Renforcer la coordination avec les partenaires techniques et financiers.
- Améliorer les mécanismes de ciblage communautaire pour une meilleure équité.
- Poursuivre les formations professionnelles pour soutenir la résilience économique des jeunes et des ménages.



L'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)

Au cours de juillet et août 2025, la FAO, en collaboration avec le Ministère de l'Agriculture, des Ressources naturelles et du Développement rural (MARNDRD), a mis en œuvre des interventions d'urgence et de résilience dans les départements du Nord, du Centre et de la Grand'Anse. Les activités ont porté sur la distribution de kits de production alimentaire d'urgence : semences maraîchères et vivrières à cycle court couplé avec des transferts monétaire inconditionnels, ainsi que la mise en œuvre d'interventions d'argent contre travail visant la restauration d'infrastructures locales pour l'accès aux marchés.



Dans les départements du Nord et du Centre, grâce au financement du CERF, 1 500 ménages ruraux vulnérables – soit environ 7 500 personnes – ont pu renforcer leur capacité à produire leur propre nourriture dans les communes de Dondon, Plaine du Nord, Belladère et Lascahobas. À travers l'accès à des semences et intrants agricoles, 1 200 ménages pourront produire plus de 250 tonnes de denrées en 90 jours, tout en sécurisant leurs besoins alimentaires grâce à des transferts monétaires inconditionnels.

Les communautés locales participeront également à la réhabilitation de canaux d'irrigation et à la construction d'abris pour la protection du bétail, améliorant directement la production et les revenus de 300 familles. Dans le cadre du même financement, 400 agriculteurs renforceront leurs compétences grâce à des formations en agriculture climato-résiliente, leur permettant de mieux faire face aux chocs futurs.

Dans la Grand'Anse, les travaux de réhabilitation de la route menant à la section communale de Fond'Icaque, Corail - réalisés avec la participation de 1 654 membres vulnérables des communes de Corail, Pestel et Beaumont dans le cadre des activités argent contre travail financées par l'Union européenne - ont permis de rétablir l'accès au



marché et de faciliter le transport des produits. Cette intervention contribue à relancer le commerce local, à dynamiser l'économie communautaire et à améliorer les conditions de vie de l'ensemble de la population de la zone. Dans le Sud-Est, une première distribution de semences maraîchères a été effectuée auprès de 566 ménages pendant les mois de juin et juillet.



Entre juillet et août 2025, la FAO a mené une étude approfondie dans la commune de Belladère (département du Centre), principal point d'entrée des personnes rapatriées de la République Dominicaine, afin d'analyser leur situation en matière de sécurité alimentaire, de moyens d'existence et de cohésion sociale. Le rapport complet est disponible à ce [lien](#).

Pour le reste de 2025, la FAO poursuivra son programme d'urgence et de résilience avec des interventions prévues pour la campagne d'hiver dans les départements du Centre, du Nord, du Sud-Est, du Sud, de la Grand'Anse et des Nippes. La FAO prévoit de consolider les acquis à travers un suivi post-distribution, le renforcement des compétences techniques des bénéficiaires et l'extension des interventions vers d'autres communes prioritaires, afin de garantir la continuité de la production agricole et l'autonomisation durable des ménages appuyés.



Fonkoze

fondasyon kole zepòl

Ann kreve richès pou lavi miyò

De juillet à septembre 2025, le projet Boujonnen Lavi II, mis en œuvre par Fonkoze dans le Sud (Cavaillon, Aquin, Saint-Louis-du-Sud, Port-Salut, Camp-Perrin, Maniche et Saint-Jean), s'est poursuivi sans interruption majeure. Les activités ont porté sur le renforcement des groupes AVEC, les visites de coaching à domicile, la distribution de kits d'hygiène, la rotation des tablettes EdTek/LISTA et les ateliers de confiance en soi pour les agents communautaires.

L'objectif : améliorer la sécurité alimentaire, la résilience économique et les pratiques nutritionnelles de 1 050 ménages et 2 025 participants. À Cavaillon, 45 groupes AVEC ont mobilisé 1,4 million de gourdes en épargne et 1,6 million en remboursements. Plus de 2 100 personnes ont bénéficié des formations EdTek sur la gestion, la santé, la prévention des désastres et la protection.

Les visites à domicile (935 ménages) ont révélé des progrès de 15 à 20% en logement, élevage et revenus, favorisant l'autosuffisance.

L'intégration des modules EdTek accessibles à toute la famille constitue une innovation majeure, promouvant l'apprentissage collectif et l'inclusion des personnes

handicapées. Les participants ont témoigné d'une plus grande confiance et d'une meilleure solidarité communautaire. Malgré des contraintes logistiques — routes endommagées, pannes de motocyclettes, réseau téléphonique faible et frais injustifiés Mon Cash —, l'équipe est restée mobilisée.



À court terme, Fonkoze prévoit la clôture des cycles AVEC, la deuxième tranche de transferts conditionnels, de nouvelles formations sur la gestion de caisse et la confiance en soi, ainsi que le lancement de cliniques mobiles avec Hope for Haiti pour renforcer les services de santé communautaire.



MERCY CORPS

Entre juillet et septembre 2025, Mercy Corps a poursuivi la mise en œuvre du programme RELE (Resilient Ecosystems and Livelihoods for Equitable Food Security) dans les départements de l'Ouest, des Nippes et de la Grand 'Anse, grâce au soutien financier du US Department of State.

Activités réalisées

- Juillet 2025 : Distribution de bons électroniques intrants agricole (semences, outils) de 140 USD à 2 600 ménages agricoles vulnérables (1 300 dans la Grand 'Anse et 1 300 dans les Nippes), via le système de paiement mobile money (Haiti Pay S.A).
- Août 2025 : Transferts monétaires de 120 USD à 1 100 ménages dans les communes de Delmas (430) et Port-au-Prince (670) pour renforcer leur résilience face à l'insécurité alimentaire & transfert monétaire inconditionnel de 120 USD au 2 600 ménages agricoles

dans le cadre de leur accompagnement pour la protection des semences.

Objectifs visés

- Renforcer la sécurité alimentaire des ménages vulnérables.
- Stimuler les économies locales à travers des foires agricoles.
- Améliorer l'accès aux intrants agricoles de qualité.
- Réduire les pertes post-récolte grâce à des solutions de stockage innovantes.
- Accroître la résilience des communautés face aux chocs économiques et climatiques

Nombre de personnes touchées par commune voire par département : 3 700 ménages bénéficiaires

- Grand 'Anse : 1 300 ménages agricoles

- Nippes : 1 300 ménages agricoles
- Delmas (Ouest) : 430 ménages
- Port-au-Prince (Ouest) : 670 ménages

Façon dont les interventions améliorent la situation

- Accès facilité aux intrants agricoles, améliorant la productivité et la sécurité alimentaire.
- Dynamisation des marchés locaux et renforcement des liens entre producteurs et fournisseurs locaux.
- Réponse aux besoins alimentaires immédiats des ménages urbains.
- Réduction des pertes post-récolte grâce aux sacs PICS et augmentant les revenus des agriculteurs.

Description de pratiques innovantes

- Utilisation de bons électroniques via Haiti Pay S.A.
- Organisation de foires agricoles avec des fournisseurs locaux préqualifiés.
- Introduction des sacs PICS (Purdue Improved Crop Storage), technologie hermétique de stockage post-récolte permettant de réduire les pertes post-récolte causées par les insectes.
- Exploration du transport maritime comme solution logistique alternative pour l'acheminement des matériels et équipements sur le terrain.



Figure 1. Un participant dressant la liste des intrants agricoles qu'il a l'intention d'acheter lors des foires aux semences, commune d'Anse-à-Veau, juillet 2025.

Difficultés rencontrées

- Insécurité persistante dans la zone métropolitaine de Port-au-Prince.
- Blocages routiers à Martissant et Mariani.
- Risques liés au transport et à la distribution dans les zones à forte tension

Perspectives à court terme

- Distribution des sacs PICS aux planteurs des Nippes et de la Grand 'Anse.
- Distribution de cash électronique pour une aide alimentaire inconditionnelle à 4000 ménages IDPs de Port au Prince,



Figure 2. Une participante récupérant des semences d'igname après avoir effectué une transaction électronique lors d'une foire aux semences, commune de Beaumont, juillet 2025.

- Distribution de cash électronique conditionnel à 200 Dames Saras des Nippes et de la Grand 'Anse dans le cadre du renforcement des marchés agricoles locaux
- Distribution de cash électronique conditionnel à 200 micro-entrepreneurs de Port au Prince afin de faciliter l'accès aux produits alimentaires aux 4000 ménages assistés dans le cadre de l'assistance alimentaire à Port au Prince



Figure 3. Une participante en train d'effectuer un retrait auprès d'un agent PSF agréé, commune de Port-au-Prince, août 2025.



Programme Alimentaire Mondial (PAM)

Entre juillet et septembre 2025, le PAM a mis en œuvre un ensemble d'activités vitales et de renforcement de la résilience à travers le pays, atteignant 1,41 million de bénéficiaires uniques malgré un contexte sécuritaire dégradé et des contraintes d'accès persistantes. Dans le cadre de la protection sociale, 5 millions de dollars ont été transférés en assistance monétaire pour soutenir les ménages vulnérables et leur permettre de couvrir leurs besoins alimentaires essentiels. Les interventions nutritionnelles, incluant le dépistage, la distribution d'aliments spécialisés et les compléments ciblés, ont appuyé les femmes enceintes et allaitantes, les enfants de moins de cinq ans et d'autres groupes à risque. Plus de 52 000 personnes ont été assistées durant cette période. Les opérations d'urgence ont représenté la part la plus importante des interventions.

Le PAM a distribué 23 millions de dollars en transferts monétaires d'urgence fourni plus de 78 990 repas chauds aux personnes rapatriées / retournées, et a acheminé près de 11 600 tonnes d'assistance alimentaire à approximativement 700 000 personnes.



Ces interventions ont contribué à stabiliser la consommation alimentaire des ménages sévèrement touchés par la violence, les déplacements internes et la perturbation des chaînes d'approvisionnement. En parallèle, les activités de résilience ont soutenu les

capacités communautaires et les moyens d'existence, avec 644 970 dollars transférés aux participants. Au total, 29,3 millions de dollars et 11 594 tonnes d'assistance ont été délivrés au cours du trimestre.



Les Services Communs et la Logistique Humanitaire ont également atteint un point important en septembre. L'UNHAS est demeuré le seul pont aérien sûr et opérationnel pour l'ensemble de la communauté humanitaire, garantissant la continuité des mouvements malgré l'escalade de l'insécurité. En 2025, plus de 14 700 passagers ont été transportés à travers plus de 1 300 vols vers 20 destinations, au bénéfice de plus de 190 organisations partenaires. L'UNHAS a aussi assuré des évacuations médicales et le transport de fret essentiel. L'arrivée d'un second hélicoptère est en cours afin de renforcer l'accès aux zones difficiles d'accès et d'accroître la capacité d'évacuation.

Les opérations maritimes et logistiques ont permis d'acheminer 3 400 tonnes de matériel de secours au moyen de 52 rotations pour 24 organisations partenaires, tandis que 18 vols du pont aérien depuis le Panama ont livré 400 tonnes de médicaments et d'équipements essentiels pour 25 organisations partenaires. L'extension du hub logistique du Cap-Haïtien a porté sa capacité de stockage à 24 800 tonnes et renforcé l'entrée sécurisée des cargaisons humanitaires. Le PAM a également géré 100 000 gallons de carburant pour soutenir la continuité des opérations dans un marché fortement perturbé.

Parallèlement, le PAM a renforcé son suivi des aléas naturels et ses mesures de préparation. De fortes pluies ont entraîné des inondations sévères dans plusieurs départements entre le 26 et le 28 septembre, affectant au moins 30 communes. Cet épisode survient alors qu'Haïti

entre dans la saison cyclonique sans stocks de contingence pour la première fois depuis plus de dix ans. Habituellement, le PAM prépositionne des denrées pour assister 300 000 personnes pendant un mois, mais le manque de financement a empêché la constitution de ces réserves, ce qui limite fortement la capacité de réponse rapide en cas d'événement majeur.

Face à la détérioration de la situation, le PAM a renforcé la coordination avec le Bureau du PAM en République dominicaine et le Bureau régional de Panama, afin d'aligner les mesures de préparation et d'assurer une capacité de réponse adaptée aux risques climatiques, en particulier

dans les zones déjà affectées par l'insécurité et les chocs hydro-météorologiques répétés.



World Vision

Pour assister les **personnes déplacées** à cause de la violence des gangs et les **familles vulnérables de nos zones d'intervention en IPC3 et +**, World Vision a eu des partenariats avec Affaires Mondiales Canada (GAC), World Vision Canada et World Vision des Etats-Unis d'Amérique pour trouver des fonds nécessaires.

Au cours du trimestre Juillet – Septembre 2025, des distributions de cash ont été réalisées au profit de **1 744 ménages** désagrégés comme suit : **1 285 femmes et 459 hommes** à La Gonâve, la Zone Métropolitaine de Port-au-Prince et le Centre. La désagrégation par division administrative est dans le tableau attaché à cette note (Matrice 5W).

Un montant total de 57 573 920 Gourdes a été distribué pendant la période. Nos objectifs visent à fournir une assistance en cash via Moncash aux bénéficiaires qui ont été ciblés par nos partenaires locaux comme : les autorités locales et leaders communautaires, Food for the Hungry, Fondation TOYA et Zanmi Lasante. Ces interventions permettent aux ménages d'avoir accès à des produits de première nécessité comme : alimentation équilibrée,

produits d'hygiène, création ou renforcement d'activités génératrices de revenus (AGR).

En matière de pratiques innovantes, nous avons recruté des volontaires qui sont des étudiants finissants pour l'enregistrement des bénéficiaires sur notre système en ligne **LMMS (Last Mile Mobile Solutions)** pour garantir la confidentialité, la fiabilité et la traçabilité des données.

Et nous avons opté pour le transfert électronique pour adapter nos interventions au contexte sécuritaire du pays.

En termes de difficultés, Digicel avait certains retards dans le renouvellement du contrat Moncash. Cependant, ces retards ont été rattrapés et les distributions sont réalisées convenablement.

À court terme, nous prévoyons de **distribuer du cash à d'autres personnes déplacées grâce à un fonds additionnel de GAC, et un projet d'urgence est en cours de finalisation pour distribuer des vivres, du cash et des suppléments nutritionnels à plus de 5 000 ménages** sur l'île La Gonâve en partenariat avec le Programme Alimentaire Mondial (PAM).

COORDINATION

- Les réunions de coordination nationale du GTSAN se tiennent régulièrement les derniers jeudis du mois de 10h à 12h de Port-au-Prince. Les rencontres se tiennent en ligne.
- Les réunions Adhoc sont convoquées en cas de besoin pour des sujets urgents.
- Les réunions des sous-secteurs (au niveau des départements : Fort-Liberté (Nord-Est), Gonaïves (Artibonite), Jérémie (Grand'Anse), Miragoâne (Nippes)) étaient suspendues au premier trimestre de l'année à cause de l'insécurité mais elles ont repris vers le milieu du second trimestre à un rythme bimensuel.
- L'équipe de coordination participe d'une manière régulière à la rencontre de ICCG, et aux groupes de travail technique et thématique comme : IMWG, Cash WG, APP. Elle prend part également à des ateliers, rencontres techniques et stratégiques organisées par les partenaires membres.
- Appui l'élaboration de la stratégie, revues techniques et suivi des projets (FH, CERF ...)
- Participation et échanges avec le gFSC, et autres groupe thématiques (AA, AWG...)

DÉFIS ET PERSPECTIVES

- L'accès humanitaire reste un défi majeur dans un contexte marqué par la violence des gangs armés.
- Dans un contexte d'augmentation des besoins humanitaire, le défi majeur reste la mobilisation des ressources afin d'apporter un appui de qualité et de faire face aux besoins additionnels du chiffre de planification (HNRP) pour l'année 2025.
- Réponse opportune pour soutenir la campagne agricole de printemps 2025.
- Déplacement massif de personnes à l'intérieur du pays (PDI).
- Coordination des acteurs pour une réponse harmonisée et régularité des réunions de coordination dans les départements.
- Gestion des alertes et la saison cyclonique.

LES PROCHAINES ÉCHÉANCES

Calendrier et dates clés du prochain trimestre :

- Suivi régulier de la situation humanitaire.
- Dissémination du résultat IPC dans différents forums et plaidoyer pour la mise en œuvre des recommandations
- Finalisation du HPC 2026.
- Elaboration des produits d'informations et de communication.
- Planification de l'atelier bilan des activités de 2025 et préparation du plan de travail (feuille de route) 2026.

POUR TOUT CONTACT :

Ferdinand BEALEM, Coordonnateur | ferdinand.bealem@wfp.org | + 509 34 93 44 99

Mohamed DABO, Gestionnaire de l'information | mohamed.dabo@fao.org | +509 44 20 07 08

Pierre Nelby MATHIEU, Gestionnaire de l'information | pierrenelby.mathieu@wfp.org | +509 46 87 0928